

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France

16, place de l'Iris
Tour CB 21
Paris la Défense
92400 Courbevoie

Références : IC-R/129/26-AL/SL
Code AIOT : 0005106546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France implanté rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France
- rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Liancourt-Saint-Pierre a été autorisée à étendre ses activités par arrêté préfectoral du 08/12/2016. Cette extension porte sur l'exploitation de 10 casiers pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de réception des premiers déchets.

Les conditions d'exploitation de l'installation ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020. Cet arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2016.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PC 2 : détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
3	PC 3 : filets anti-envol	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 16 avril 2026, l'inspection des installations classées a été informée par le maire de Liancourt-saint-Pierre d'un incendie en cours sur le site de la société SUEZ à Liancourt-Saint-Pierre.

L'inspection des installations classées a réalisé une inspection le même jour et a constaté que l'incident était terminé.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident comprenant les éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement intégrant notamment les circonstances, le déroulement et les causes de l'accident, les substances dangereuses impliquées, les effets sur les personnes, les biens et l'environnement, les mesures d'urgence mises en œuvre, les mesures

correctives prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en limiter les effets à moyen ou à long terme.

De plus, il a été constaté deux non-conformités qui font l'objet d'un projet d'arrêté de mise en demeure :

- système de détection incendie mal positionné et non opérationnel ;
- dispositif anti-envol non opérationnel au niveau d'une partie de la zone en exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
Constats : <u>Contexte :</u> Le 16 avril 2026 à 9h08, l'inspection des installations classées est informée par le maire de Liancourt-Saint-Pierre de la gestion en cours d'un incendie sur le site de la société SUEZ à Liancourt-Saint-Pierre. Les éléments transmis sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- double départ de feu, le 15 avril à 16h, puis à 18h ;- nouvel incendie depuis 4h le 16 avril ;

- le SDIS n'a pas été prévenu ;
- incapacité du n° d'urgence à apporter une solution aux gendarmes et aux pompiers ;
- la boîte à clef pour déverrouiller le portail a finalement dû être forcée ;
- mobilisation de 4 camions citernes, venus de Chaumont, Méru et Noailles ;
- dronistes venus de Beauvais et Compiègne ;
- patrouille de gendarmerie présente pendant près de 5 heures ;
- 1600 m² relevés par les caméras thermiques du drone sur 25 à 50 cm d'épaisseur représentent 400 à 800 m³ de déchets incendiés.

L'exploitant a déclaré l'incident sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure prévue à l'article R. 512-69 du code de l'environnement le 16/04/2026.

Constat de l'inspection :

A 15h10, l'inspection des installations classées s'est rendue sur les lieux de l'incident.

L'exploitant mentionne qu'un départ de feu a bien eu lieu le 15 avril sur site à 16h. Il ajoute les éléments suivants : "ce départ a été traité par isolement de la source et par saupoudrage de terre. Le conducteur d'engin d'astreinte est revenu sur site à 18h30 (en dehors des heures d'ouverture du site après signalement de fumée par le maire de Lavillete) pour éteindre l'incendie car celui-ci couvait dans les déchets. Il a procédé au retournement et à l'étalement des déchets pour vérifier l'extinction de l'incendie et pour éviter tout risque de feu couvent. Il a ensuite patienté 45 minutes pour s'assurer que le feu ne reprenait pas avant de quitter le site aux alentours de 20h15".

Le 16 avril, le feu a repris dans la nuit. L'exploitant déclare que la gendarmerie a contacté le numéro de la cellule de crise Suez à 4h02. Il ajoute qu'il y a dû avoir un problème dans les échanges entre la gendarmerie et la cellule de crise SUEZ car sa responsable qui était d'astreinte n'a été alertée que 50 minutes plus tard.

Des éléments sont attendus concernant ce long délai de transmission de l'alerte.

Ces éléments devront être intégrés au rapport d'incident.

Suite à cela, il mentionne que le conducteur d'engin d'astreinte du site est arrivé à 5h30 et le second vers 5h50. En parallèle, le maire de Liancourt-Saint-Pierre l'a prévenu à 5h05 que la boîte à clé avait été forcée pour l'entrée des pompiers.

L'exploitant ajoute que le fait que la boîte à clef pour déverrouiller le portail ait dû être forcée ne pose pas de problème. De même que les chaînes avec cadenas qui sont aussi en place pour être forcées facilement par les autorités en cas de nécessité.

Les éléments concernant l'accueil des secours en période non ouvrée correspondent à ce qui est mentionné dans le plan de défense incendie du site du 5 juin 2025 (ouverture des portails par les pompiers : chaînes à couper. Boîte pompier située à l'entrée du site).

Néanmoins, l'exploitant déclare que la détection incendie n'a pas fonctionné (cf PC2).

<p>L'exploitant conclut sur le fait que le feu a été éteint vers 7h et qu'à ce stade, aucun dommage n'a été identifié.</p> <p>L'exploitant n'avait pas plus d'éléments à fournir lors de cette inspection.</p> <p>Un rapport contenant l'ensemble des éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et intégrant a minima les éléments précédents devra être remis à l'inspection des installations classées sous 15 jours.</p> <p>Le rapport précisera, notamment, les circonstances, le déroulement et les causes de l'incident, les substances dangereuses ou non impliquées, les effets sur les personnes, les biens et l'environnement, les mesures d'urgence mises en œuvre, les mesures correctives prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en limiter les effets à moyen ou à long terme. S'agissant des éventuelles conséquences sur l'environnement, les conséquences des émissions de fumées pendant l'incendie feront l'objet d'une étude détaillée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un rapport contenant l'ensemble des éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et intégrant a minima les éléments demandés dans le présent rapport.</p> <p>Ce rapport devra être transmis sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure prévue à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : PC 2 : détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection et ronde</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier</p>

arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

Constats :

Le 15 avril 2026, le dernier arrivage des déchets s'est réalisé à 16h28.

Une ronde a été faite le 15 avril par la société Piles Sécurité. L'exploitant a présenté le rapport de main courante de cette société. D'après le rapport, la ronde s'est déroulée de 19h31 à 20h22.

L'exploitant mentionne que le site dispose de deux dispositifs de détection des départs d'incendies (une caméra sur le quai de déchargement et une caméra sur le casier en cours d'exploitation).

La fiche d'intervention n°8942741 concernant la visite d'entretien contractuelle du 15 janvier 2026 de ces deux dispositifs a été présentée. Il y est mentionné "vérification et nettoyage caméra ok".

L'exploitant déclare que lors de la fermeture du site, l'alarme de ces deux dispositifs est reportée chez la société INEO Télésurveillance et aux personnels d'astreinte. Or, aucun de ces deux dispositifs n'a détecté l'incendie du 16 avril 2026 sur le casier en cours d'exploitation.

Lors de la visite, il a été constaté dans le local de l'accueil le retour vidéo de la caméra en place sur le casier en cours d'exploitation. Rien n'était visible. L'exploitant mentionne que la caméra en place doit être sale, ce qui explique que l'on ne voit rien au retour d'image.

Néanmoins, l'inspection a constaté que cette caméra n'est pas dirigée vers le casier en cours d'exploitation mais entre la caméra du quai et le casier en cours d'exploitation.

L'ensemble de ces éléments n'a pas permis la détection du départ d'incendie.

Non-conformité n°1 : la zone en cours d'exploitation n'est pas équipée d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé et entretenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

proposition : mise en demeure de mettre en place un dispositif de détection des départs

d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé et entretenu sur la zone en cours d'exploitation sous 7 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : PC 3 : filets anti-envol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant met en place un système, adapté, à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. En particulier, les aires de débâchage et de déchargement sont équipées de filets anti-envols.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux filets anti-envol au niveau du quai de déchargement (cf photo n°1). Le casier en cours d'exploitation comprend des filets anti-envol sur environ la moitié de sa longueur (cf photo n°2). L'exploitant explique que certains filets ont été enlevés afin de préparer la couverture du casier et de pouvoir ainsi faire la fonction entre la géomembrane déjà mise en place dans les casiers adjacents. L'exploitant ajoute que le site dispose d'une haute clôture avec bavolet jouant également le rôle de filet anti-envol et disposée en contrebas du quai de déchargement et du casier en cours d'exploitation (cf photo n°3).</p> <p>L'inspection s'est déplacée sur la route jouxtant cette clôture. Il a été constaté l'envol de divers déchets sur le site et près de cette barrière. Il n'a pas été constaté d'envol de déchets hors site.</p> <p>Toutefois, la clôture étant située en contrebas et pas immédiatement à proximité de la zone en exploitation, son efficacité pour limiter les envols et capter les éléments légers néanmoins envolés ne peut être attestée. De fait, les filets anti-envol doivent être remis en place.</p> <p>Non-conformité n°2 : une partie des filets anti-envol situés au niveau du casier en cours d'exploitation n'est pas opérationnelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>proposition</u> : mise en demeure de rendre opérationnel le dispositif anti-envol sur la totalité du casier en cours d'exploitation sous 7 jours.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours